

BORDERS FORUM 2022

Territoires transfrontaliers : acteurs de premier plan dans la refondation européenne

La 2^e édition du Borders forum s'est tenue les 21 et 22 juin à la Cité Internationale Universitaire de Paris. Dès l'ouverture, **Christian Dupessey¹, Président de la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)** a donné le ton : *"les territoires transfrontaliers ont été en première ligne de la crise sanitaire, les premiers à subir la fermeture précipitée des frontières"*. Après les crises financière, sécuritaire et sanitaire c'est maintenant la guerre en Ukraine... *"Ces crises induisent un risque de retour de la frontière dans les politiques et l'opinion publiques"*, rappelant l'impérieuse nécessité de faire reconnaître aux États ces "bassins de vie transfrontaliers".

Mais il faut maintenant aller plus loin : *"Nous ne nous contenterons plus d'une simple coopération par-delà la frontière qui s'arrête à la première crise venue!"* lance-t-il à l'appui de l'Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers, créée conjointement avec l'ARFE et le CESC², et appelée à se renforcer aujourd'hui à l'appui d'**une nouvelle Déclaration politique** présentée en ouverture, exhortant les États-membres et l'Europe à mettre les régions transfrontalières non pas à la marge mais au centre de l'enjeu européen.

Représentant 40% du territoire européen, 150 millions d'habitants, (dont 2 millions de travailleurs transfrontaliers), les territoires transfrontaliers demandent à être entendus, soutenus et pris en considération à la hauteur de leur immense potentiel en tant que "laboratoires de l'expérience européenne" dans les plans de relance nationaux et européen, où ils figurent encore trop timidement.

"Nous refusons de nous résigner. Il nous faut désormais construire des bassins de vie transfrontaliers prospères, écologiques et solidaires, résilients aux crises, et y développer des services publics transfrontaliers. Quand les Etats se mettront-ils ensemble, sur chaque frontière et au niveau européen, au service des territoires transfrontaliers ?" interroge à nouveau le Président de la MOT.



DU BASSIN D'EMPLOI AU BASSIN DE VIE "SOLIDAIRE" PAR-DELÀ LA FRONTIÈRE

"Nous n'avons jamais vécu notre frontière franco-belge totalement fermée, alors qu'il n'y a aucun obstacle physique entre les deux pays." constate **François Decoster, membre de la Délégation française du Comité européen des régions, Vice-président de la Région Haut-de-France³**, qui rappelle que le Brexit a été lourd de conséquences. *"Notre société s'interroge aujourd'hui sur la question des frontières. Nous n'avons pas le droit à la résignation."*

Les bassins de vie ne sont pas des lieux homogènes. Ce sont des lieux d'inégalités, à l'exemple de la ville d'Annemasse, rappelle son maire Christian Dupessey, qui est une des plus inégalitaires de France du fait de sa position frontalière avec la Suisse. *"Le développement d'un bassin de vie transfrontalier sera de qualité seulement si des règles plus ou moins comparables s'y appliquent."* précise **Karl-Heinz Lambertz, Président du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique et de l'Association des Régions Frontalières Européennes** : *"si chaque État maintient de manière exclusive sa souveraineté nationale, le transfrontalier n'est pas possible"*.

POUR UNE GESTION TRANSFRONTALIÈRE DES RESSOURCES

Dans un contexte de bouleversement climatique, la question de la gestion des ressources dans les territoires transfrontaliers est devenue centrale. Des réponses concrètes ont été apportées à l'exemple du projet **3Land** de planification urbaine entre Bâle (Suisse), Huningue (France) et Weil-am Rhein (Allemagne) rapporté par **Thomas Zeller, Président de l'Eurodistrict trinational de Bâle**, conciliant gestion de la ressource foncière et préservation de la biodiversité. Pour Thomas Zeller *"il nous faut de la simplification administrative. Monter un projet dans un seul pays est parfois complexe, alors imaginez à trois pays !"*. Autre exemple : la tempête Alex, en 2021, a généré des dégâts dans les Alpes maritimes en France et sur le versant italien : les voies de communication transfrontalière à la frontière franco-italienne dans la Vallée de la Roya ont été brutalement coupées.

Pour **Anna Karina Kolb, Directrice du service des affaires extérieures et fédérales de l'État de Genève**, *"la transition écologique est un accélérateur de coopérations ; cette transition ne pourra se faire que de manière collective et transfrontalière"*.

Pour les grandes infrastructures, comme le GEIE Grande Région Hydrogen pour le développement régional et transfrontalier de l'hydrogène ou le projet de réseau





MosaHYc (Moselle Sarre HYdrogène Conversion), **Jean Rottner, Président de la région Grand-Est**, sollicite de la part de l'Europe et de ses États-membres, un cadre clair *"les Régions s'affirment aujourd'hui dans leur capacité d'expérimenter avec leurs voisins européens, sans passer par les réseaux diplomatiques nationaux"*.

"Les régions frontalières peuvent jouer un rôle important dans la production d'énergies renouvelables, si nous leur permettons d'accéder aux réseaux électriques locaux et régionaux par-delà les frontières et si nous encourageons le renforcement des communautés énergétiques citoyennes" confirme **Elisa Ferreira, Commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes**.

"Le raccordement du réseau ukrainien au réseau européen a pu se faire en 3 semaines ! A partir d'une logique industrielle et avec une impulsion politique on a pu aller très loin et très vite" poursuit **Damian Cortinas, Directeur du système de coordination européen chez RTE et membre du conseil d'administration d'ENTSO-E**. Un exemple qui montre qu'avec une ambition politique, il est possible de dépasser les frontières politiques et d'engager des coopérations énergétiques. Et **Jean Rottner** de conclure : *"pourquoi ne peut-on pas faire ce "short-cut permanent" sur nos propres frontières ? Il y a trop de freins réglementaires !"*

L'EUROPE DES CRISES, QUELLES RÉPONSES TERRITORIALES AUX ENJEUX MIGRATOIRES

La fermeture précipitée des frontières pour ralentir la propagation du coronavirus a bouleversé la vie des travailleurs transfrontaliers et celle de leur famille. *"Les habitants transfrontaliers ont souffert plus que les autres des effets de la pandémie. Cette situation a été prolongée par des contrôles frontaliers de sécurité nationale, visant particulièrement les migrants en transit. Il est maintenant essentiel de renforcer la collaboration entre les territoires frontaliers pour répondre aux crises migratoires afin d'offrir un accueil digne aux personnes fuyant leur pays respectif."* explique **María Ángeles Elorza Zubiría, Secrétaire générale pour l'action extérieure du Gouvernement basque espagnol**.

Parmi les exemples exposés : au Pays Basque, une commission interinstitutionnelle a été mise en place rassemblant dans un pacte social des acteurs publics et privés afin d'améliorer l'accueil des migrants comme des mineurs non accompagnés, des personnes de passage ou des individus fragiles.

Béatrice Godefroy, Directrice Europe, Center for Civilians in Conflict (CIVIC) pose la



question de la protection civile : comment mieux la préparer dans ces territoires ? *"À l'heure actuelle, nous sommes focalisés sur la réponse en matière policière et militaire, mais non sur la protection civile s'agissant de l'arrivée des réfugiés. Cela doit être pensé au niveau de la politique de protection civile de l'Union européenne."*

Pour **Damien Carême, Membres du Parlement européen, Membre de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE)** *"Les territoires transfrontaliers sont par définition des territoires de migrations. Le premier problème est d'estimer que cela représente en soi "un problème"."*

VERS DE NOUVEAUX MODÈLES DE GOUVERNANCE TRANSFRONTALIÈRE

Pour **Nathalie Sarrabezolles, présidente de la Commission Cohésion territoriale (COTER) du Comité européen des régions)** la pandémie a montré les limites de la gouvernance actuelle : *"le moment est venu de réfléchir à des modèles plus innovants qui rendent les coopérations par-delà les frontières plus efficaces et plus simples."*

Selon **Sandro Gozi, député européen,** *"avec le traité franco-italien du Quirinal, signé en novembre 2021, c'est la première fois que l'Italie s'engage de façon si soutenue en matière transfrontalière avec un pays voisin".*

Le traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, signé en 2019, définit une méthode de coopération sur la frontière pour supprimer les obstacles à la mise en œuvre des projets. *"Dès le début de la crise, le traité a facilité la coordination technique et politique. Le comité de coopération transfrontalière s'est réuni quotidiennement pour aborder la question de la gestion de la frontière et l'évacuation des patients. C'est une application concrète du traité."* explique **Philippe Voiry, Ambassadeur pour les commissions intergouvernementales, la coopération et les relations transfrontalières.**

Le projet de règlement ECBM (European Cross-Border Mechanism), un mécanisme en cours de discussion par lequel les acteurs frontaliers pourraient bénéficier d'une adaptation locale de la législation pour établir un service public transfrontalier. *"L'ECBM supprimera 50 % des obstacles juridiques et administratifs à la coopération transfrontalière. Il est essentiel d'avancer sur ce projet de règlement au niveau européen. C'est un dispositif volontaire. Chaque État est libre de l'utiliser ou non."* rappelle **Sandro Gozi.**



QUELLE PLACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES JEUNES DANS LA CONSTRUCTION DE L'ESPACE TRANSFRONTALIER ?

Les structures de gouvernance transfrontalière sont créées pour accompagner les dynamiques de terrain au moyen de dispositifs financiers et humains. Néanmoins, ces structures restent mal connues du public et sont insuffisamment mises à profit. C'est pourquoi elles multiplient leurs efforts pour mieux se faire connaître.

La société civile est appelée à s'exprimer sur les projets environnementaux transfrontaliers : *"En droit français, toute personne, sans condition de nationalité, a le droit d'être informée et de participer à l'élaboration des projets qui ont un impact sur l'environnement. La CNDP est garante de ce droit."* explique **Chantal Jouanno, Présidente de la Commission nationale du débat public.**

Gaétane Ricard-Nihoul, membre du secrétariat commun de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe, rappelle cette démarche inédite pour faire participer la société civile à l'échelle européenne, avec une plateforme et des plénières en 24 langues. *"On a prouvé que cela pouvait marcher !"*

Les nouvelles gouvernances devront être davantage tournées vers la société civile, et notamment vers les jeunes européens de demain.

Le Borders Forum a donné la parole à 3 jeunes qui se sont emparés de la question transfrontalière, à l'exemple de **Bektha Djilidjel, ancienne jeune volontaire Interreg Volunteer Youth (IVY),** pour qui c'est la crise sanitaire et ses conséquences qui ont été le déclic : *"Avant le covid, je n'avais jamais vécu ou ressenti "la frontière" et cela m'a donné envie de m'impliquer sur le sujet de la coopération transfrontalière, notamment pour que les jeunes aient une voix dans ce processus."*

Aujourd'hui elle propose la création d'espaces de rencontre entre jeunes dans les zones transfrontalières. Si l'année 2022 a été désignée année européenne de la jeunesse, elle souhaite cependant que *"la jeunesse ne soit pas considérée seulement à travers l'année européenne de la Jeunesse. La jeunesse ne peut être une simple mode sur une année. Ne nous oubliez pas après décembre. D'autres générations viennent !"*

Mais pour que cet appel soit entendu, peut-être faudrait-il une "Année européenne de la frontière" comme l'a suggéré **Charlotte Halpern,** en ouverture du forum, afin d'attirer





l'attention et susciter les décisions et les actions en faveur de ces territoires transfrontaliers, dont les représentants auront démontré tout au long de cette 2^e édition du Borders Forum, qu'ils ne sont pas "un monde à part" mais bien "un monde entier" au centre des enjeux européens.

¹ Christian Dupessey, président de la MOT, maire d'Annemasse, président du Pôle métropolitain du genevois français.

² La MOT (Mission opérationnelle transfrontalière), l'ARFE (Association des régions frontalières européennes) et le CESCO (Central European Service for Cross-border Initiatives) ont lancé avec le Comité européen des régions, lors du 1^{er} Borders Forum, l'Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers ;

³ En qualité de Maire de Saint-Omer.

ORGANISATEURS ET PARTENAIRES

Organisateur principal : Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)

Partenaires européens : Commission européenne, Comité européen des Régions, Programme ESPON

Partenaires médias : France Média Monde et France 24

Autres partenaires : Res publica, Réseau BIG (Borders in Globalization)

Événement organisé avec le soutien de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires Plus d'infos [ici](#)

[Dossier de presse Borders Forum 2022](#)

À propos de la MOT

La Mission Opérationnelle Transfrontalière est une association créée en 1997 par le gouvernement français. Son rôle est d'assister les porteurs de projets, de veiller aux intérêts des territoires transfrontaliers et de mettre en réseau les acteurs et les expériences. Elle assure l'interface entre les différentes parties prenantes pour trouver les solutions transfrontalières aux bons niveaux. www.espaces-transfrontaliers.org

À propos du Borders Forum

Le Borders Forum est le rendez-vous des acteurs du transfrontalier. La 1^{re} édition du Borders Forum s'est tenue intégralement en ligne, en novembre 2020. Elle a réuni plus de 700 participants issus de plus de 40 pays et a mis en évidence les spécificités des territoires transfrontaliers ainsi que les équilibres à trouver de part et d'autre des frontières. www.bordersforum.eu





CONTACTS PRESSE

Relations presse - Agence Rivacom

Raphaëlle BAUDART
Attachée de presse
06 76 98 02 34
raphaelle@rivacom.fr

Claude PENGAM
Attaché de presse
06 51 64 96 52
claud@rivacom.fr

